



Séance ordinaire du mardi 3 octobre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trois octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Frédéric LAFFORGUE, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Stéphanie JANNIN, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Animation du territoire - Équipement sportif de la Métropole - Patinoire Végapolis - Contrat de délégation de service public - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Classée parmi les Métropoles les plus sportives de France, Montpellier Méditerranée Métropole soutient les clubs sportifs de haut niveau et veille également à développer la pratique sportive à travers la réalisation d'un véritable réseau d'équipements structurants.

Par délibérations n°4846 en date du 18 septembre 2002 et n°4848 du 22 octobre 2002, la patinoire Végapolis a été reconnue d'intérêt communautaire. Idéalement située au cœur d'Odysseum, elle offre depuis plus de 20 ans un service public sportif conforme aux exigences des usagers : une piste ludique couplée à une piste sportive. La patinoire Végapolis figure parmi les plus importantes patinoires de France et demeure l'une des rares à disposer de deux pistes, dont une à dominante sportive (1 738 m²) et l'autre à dominante ludique (1 334 m²).

Par délibération du 21 décembre 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a décidé de confier une délégation de service public pour l'exploitation et la gestion de la patinoire Végapolis à la société dédiée SAS VM 34000, filiale à 100% de Vert Marine.

Au terme de ce contrat, le Conseil de métropole a autorisé le renouvellement de la délégation de service public et le lancement d'une nouvelle procédure de mise en concurrence, à l'issue de laquelle, elle a attribué, par délibération du 25 janvier 2017, une délégation de service public à la même société pour une durée de 6 ans, de 2017 à 2023. Le contrat actuel arrive à échéance le 31 octobre 2023.

Rappel des objectifs de la Métropole :

- Contribuer au développement du loisir sportif ;
- Continuer l'action entreprise vers les scolaires pour favoriser l'apprentissage du patinage ;
- Continuer à soutenir les clubs et les associations sportives ;
- Maintenir durablement la fréquentation de l'équipement au-dessus de 300 000 visiteurs ;
- Maintenir l'équipement en parfait état d'entretien et de fonctionnement ;
- Optimiser les performances financières pour diminuer la contribution versée par la Métropole ;
- Développer l'attractivité touristique de la Métropole ;
- Contribuer au développement territorial local à l'échelle métropolitaine, régionale et nationale ;
- Développer les synergies et les dynamiques internes, à l'échelle locale du pôle ludique d'Odysseum et à l'échelle régionale ;
- Mettre en conformité la stratégie de l'équipement avec les orientations stratégiques de la Métropole notamment avec celles du sport, du tourisme, du développement économique et de l'emploi et de la politique jeunesse, et du développement durable.

Rappel de la procédure :

Le Conseil de Métropole a approuvé, par une délibération du 31 mai 2022, le principe d'une nouvelle délégation de service public pour assurer en tout temps l'exploitation, la gestion, l'entretien et le renouvellement de la patinoire et le lancement de la procédure de mise en concurrence.

Le cadre juridique retenu est celui de la délégation de service public, régie par les dispositions de la troisième partie du code de la commande publique ainsi que par les articles L. 1410-1 à L. 1410-3, et L. 1411-1 et suivants du CGCT.

Une procédure ouverte a été retenue, les opérateurs économiques devant déposer leur candidature et les offres en même temps.

- A cet effet, la Métropole a envoyé à la publication, le 17 octobre 2022, un avis de publicité sur les supports suivants :
- Profil acheteur
- BOAMP
- JOUE
- Publication sur les sites internet Terrains de Sports et Placedupro.com

Trois opérateurs économiques ont répondu à cet appel à la concurrence avant la date et l'heure limite de dépôt des plis :

- Association UCPA sports et loisirs ;
- Action développement loisir ;
- Vert Marine.

Lors de sa séance du 7 février 2023, la commission de délégation de service public a considéré que, sur la base des critères de sélection des candidatures énoncés dans l'avis d'appel public à la concurrence, les trois candidats étaient admis à déposer une offre.

Conformément à l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales, la commission de délégation de service public, a rendu un avis sur les offres initiales lors de sa séance du 7 février 2023.

Sur la base de l'avis rendu par la commission de délégation de service public, le pouvoir adjudicateur a décidé d'engager les négociations avec les trois candidats ayant remis une offre. Dans ce cadre, des négociations écrites et orales ont été menées avec l'ensemble des sociétés candidates. Par courrier du 13 juillet 2023 le pouvoir adjudicateur a demandé aux candidats de remettre une offre complète et les a informé que les négociations seraient closes à l'issue de la remise de cette offre. Les trois candidats ont remis une offre finale à la date du 24 juillet 2023.

Motivation du choix du délégataire :

L'attribution sera effectuée au candidat qui aura présenté la meilleure offre au regard de l'avantage économique global pour l'autorité délégante sur la base des critères suivants :

Ces critères sont hiérarchisés, non pondérés et classés par ordre hiérarchique décroissant d'importance (du plus important au moins important).

1/ Qualité du service public :

Ce critère sera apprécié au travers des éléments d'appréciation suivants :

- Pertinence et cohérence de la stratégie tarifaire ;
- Garanties apportées justifiant de la qualité du service rendu (label, certifications, enquête de satisfaction, suivi qualité...) ;
- Stratégie d'accueil, taux de fréquentation et pertinence et cohérence des horaires d'ouverture ;
- Pertinence de la politique de communication et de marketing ;
- Pertinence de la politique d'animation ;

2/ Valeur technique de l'offre :

Ce critère sera apprécié au travers des éléments d'appréciation suivants :

- Qualité technique des prestations d'entretien / maintenance appréciée notamment au regard des objectifs de développement durables ;
- Pertinence du programme d'investissement proposé (montant, nature et qualité des investissements) apprécié notamment au regard des objectifs de développement durable ;
- Moyens mis à disposition et modalités d'exploitation : moyens humains (organigramme, qualification du personnel) ;

3/ Valeur financière de l'offre :

Ce critère sera apprécié au travers des éléments d'appréciation suivants :

- Montant des investissements nets (valeur brute – valeur nette comptable en fin de contrat racheté par le délégant) ;
- Coût (ou gain global) résultant pour la Métropole sur la durée du contrat, prenant en compte tous les flux financiers entre le délégataire et le délégant présentant un caractère garanti et ferme, ramenés en valeur actuelle nette (VAN) à la date de remise de la dernière offre. Un taux d'actualisation de 2% sera utilisé pour l'ensemble des offres ;
- Montant du GER ;
- Cohérence et transparence des comptes d'exploitation prévisionnels notamment :
 - o Du niveau des recettes en cohérence avec les hypothèses d'ouverture de l'équipement et de la tarification proposée ;
 - o Du niveau des frais de structure imputés au contrat ;
 - o Du niveau des charges de personnel affectée à l'équipement ;
 - o Du niveau des résultats comptables annuels ;
- Le dynamisme des mécanismes financiers d'intéressement au profit du délégant ;

4/ Garanties apportées :

Ce critère sera apprécié au travers des éléments d'appréciation suivants :

- Niveau de garantie apportée par le candidat (statuts de la société dédiée, garanties apportées par la maison mère...) ;
- Engagements en matière de contrôle et de transparence.

Il ressort de l'analyse des offres détaillées dans le rapport joint en annexe, que l'offre de la société VERT MARINE apparaît classée en première position. Le choix porté sur le candidat VERT MARINE est justifié notamment par les éléments suivants :

1/ Qualité du service public :

Les offres des trois sociétés candidates ont répondu aux attentes de la Métropole en matière d'outils mis à disposition pour maintenir un niveau de fréquentation fort sur l'équipement et un niveau de promotion au moins équivalent à celui constaté actuellement.

Les trois opérateurs proposent des volumes et amplitudes conformes au cahier des charges et des tarifications assez proches.

Les stratégies d'accueils des publics sont assez proches puisque les trois sociétés proposent de rénover les espaces intérieurs de la patinoire afin de rendre le lieu plus agréable. Le candidat Vert Marine se démarque par un projet fort (Home) de refonte des espaces intérieurs, accompagné par une agence de design spécialisée.

Les politiques en matière de communication, de marketing et d'animation sont très développées et prouvent que les trois sociétés disposent de fortes compétences dans ces domaines. Les trois candidats présentent clairement les pistes de l'identité graphique.

L'ensemble des dossiers présentent des actions en matière de prise en compte de l'environnement et du développement durable.

Il apparaît que les offres de l'UCPA et de Vert Marine se démarquent du troisième candidat (ADL) grâce à une politique tarifaire moins impactante pour les clubs et les scolaires du territoire et par un souhait plus affiché de développer positivement la fréquentation grand public. En effet, les deux candidats basent leur offre sur des fréquentations « grand public » particulièrement importantes (pass métropole et hors pass métropole confondus) de 190 000 visiteurs chacun, soit +10% par rapport à l'offre d'ADL. Egalement la société Vert Marine est la seule société à proposer des pistes de développement de la carte Pass Métropole afin d'en faciliter la distribution et l'utilisation par les usagers métropolitains.

En conséquence sur le critère qualité du service rendu, les offres de Vert Marine et UCPA sont sensiblement équivalentes et très satisfaisantes, l'offre de la société ADL étant légèrement moins intéressante pour la Métropole et simplement satisfaisante.

2/ Valeur technique de l'offre :

Sur le critère de la qualité technique des offres les trois propositions sont jugées satisfaisantes et de même niveau.

Le candidat UCPA propose un niveau d'investissement important, un niveau de GER un peu inférieur aux autres candidats. L'ensemble de la maintenance technique de l'équipement est réalisé en interne et les programmes de maintenance et d'entretien sont bien développés démontrant une expertise en matière de glace et de gestion technique de ce type de patinoire. Les moyens mis à dispositions sont cohérents et bien calibrés selon les missions à réaliser mais aucune évolution de la masse salariale n'est précisée dans l'offre financière sur la durée globale du contrat.

Le candidat Vert Marine propose un niveau d'investissement moins important que les deux autres candidats mais avec un niveau de GER fort. L'ensemble de la maintenance technique de l'équipement est réalisé en interne et les programmes de maintenance et d'entretien sont très bien développés démontrant une expertise en matière de glace et de gestion technique de la patinoire. Les moyens mis à dispositions sont cohérents et bien calibrés selon les missions à réaliser et le projet attendu.

Le candidat ADL présente un niveau d'investissement et un niveau de GER forts. L'ensemble de maintenance technique de l'équipement est réalisé en externe (ce qui peut induire un risque de moindre réactivité) et les programmes de maintenance et d'entretien sont bien développés démontrant une expertise en matière de glace et de gestion technique de patinoire. Les moyens mis à dispositions sont cohérents et bien calibrés selon les missions à réaliser et le projet attendu.

En conséquence sur le critère valeur technique de l'offre, les trois offres sont sensiblement équivalentes et satisfaisantes.

3/ Valeur financière de l'offre :

Le candidat UCPA propose un chiffre d'affaires annuel moyen, hors contribution forfaitaire, moins ambitieux que les autres candidats. Cette faiblesse de recettes d'exploitation est compensée par une économie de charges par rapport aux autres candidats, notamment sur les postes de maintenance préventive, GER et maintenance, sur le poste de surveillance et gardiennage, sur les postes d'animation, événement et communication promotion et sur les frais de personnel. Le candidat propose une offre financière satisfaisante pour la Métropole avec un coût global du contrat faible pour la Métropole.

Le candidat VERT MARINE propose le chiffre d'affaires le plus ambitieux des candidats sur la seule activité patinoire (hors contribution et restauration), des charges d'exploitation importantes notamment en gros entretien renouvellement et en maintenance préventive, ce qui apparaît pertinent eu égard à l'âge de l'équipement. Le candidat propose un fort taux d'intéressement de la collectivité en cas de surperformance (50%) et plus facilement déclenchable eu égard aux prévisionnels de fréquentations. Le candidat propose une offre financière satisfaisante pour la Métropole avec un coût global du contrat faible pour la Métropole.

Le candidat ADL propose un chiffre d'affaires ambitieux, des charges d'exploitations importantes notamment en GER et maintenance préventive, le niveau global d'investissement est le plus fort. Les prévisions financières en matière de fluides semblent un peu faibles et le taux d'intéressement de la collectivité en cas de surperformance apparaît limité. Le candidat propose une offre financière satisfaisante pour la Métropole avec un coût global du contrat faible pour la Métropole.

En conséquence sur le critère valeur financière de l'offre, les trois offres de Vert Marine et de ADL sont très satisfaisantes et l'offre de UCPA, légèrement moins intéressante, est satisfaisante.

4/ Garanties apportées :

Les propositions d'UCPA et de Vert Marine sont satisfaisantes.

Les propositions portées par Action développement loisir sont acceptables car si le niveau minimum requis est bien présent certaines demandes de modifications du projet (plafonnement des pénalités, refus du mécanisme de compensation) ne répondent pas exactement aux attentes du projet de contrat.

Sur la base des quatre critères définis au règlement de la consultation, et rappelés ci-dessus, l'offre de la société Vert Marine est la plus complète et performante sur l'ensemble des critères hiérarchisés (qualité du service rendu, valeur technique, valeur financière et garanties apportées).

Economie générale de la Délégation de Service Public :

Les négociations ont conduit à l'établissement d'un projet de contrat de délégation de service public qui reprend les engagements souscrits par la société Vert Marine. Les clauses essentielles de ce projet de convention qu'il est proposé de conclure avec ce candidat sont les suivantes :

Le contrat a pour objet la délégation de l'exploitation et de la gestion du service public de la patinoire Végapolis, équipement d'intérêt métropolitain, situé sur le territoire de la commune de Montpellier, au cœur de la zone d'Odysseum. La convention sera conclue pour une durée de 5 ans et 11 mois à compter du 1er novembre 2023.

Le délégataire aura en charge, dans le cadre du contrat, l'exploitation de l'équipement sur les plans administratif, technique, financier et commercial.

2) Prestations confiées au Délégataire

Le prestataire aura la charge complète de la gestion et de l'exploitation de la patinoire à ses risques et périls.

Il devra, notamment, assurer l'accueil des scolaires des écoles de la Métropole et des clubs dans les conditions contractuellement définies et assurer une large plage d'ouverture pour le grand public.

Il réalisera des investissements à hauteur de 302 950 € HT dont une nouvelle surfaceuse et des karting électriques.

Le contrat intègre également des obligations en matière de renouvellement des biens affermés. A hauteur de 443 750 € HT sur la durée du contrat, cet engagement financier permet à Montpellier Méditerranée Métropole d'être assurée de retrouver un équipement en parfait état d'entretien à l'issue de la délégation.

3) Caractéristiques financières de la convention

La grille tarifaire détaillée est annexée au contrat.

L'évolution tarifaire est prévue par une formule d'indexation et ne pourra pas être supérieure à 5% par an.

Les principaux tarifs sont les suivants :

Tarifs TTC	VERT MARINE	
	Prix (TTC) Pass Métro	Prix (TTC) Extérieurs
Entrée (+ 16 ans) sans patins	5,50	6,50
Entrée Tarif réduit (- 16 ans, chômeur) sans patins	4,39	5,30
Entrée étudiant sans patins	4,90	5,50
Carte 10 entrées (+ 16 ans) sans patins	41,86	51,74
Scolaires - 1 séance	143,10	191,10
Location de Patin	3,50	3,70
Heure de Glace Club SPORTIVE	97,25	
Heure de Glace Match / Gala	187,75	

En contrepartie des contraintes de service public imposées, Montpellier Méditerranée Métropole verse une contribution forfaitaire :

Vert marine	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7
Contribution financière forfaitaire	57 868	69 289	25 962	17 049	11 366	5 915	3 812

Une redevance fixe forfaitaire de 10 000 € HT sera versée à la Métropole par le délégataire. Un intéressement est contractuellement prévu. Il est basé sur l'écart entre le résultat retraité de l'excédent des frais de structure du Délégataire réalisés par rapport au frais de structure du Délégataire prévisionnel inscrits dans le CEP.

La Métropole perçoit 50% de la différence positive entre le Résultat d'exploitation retraité réalisé N et le Résultat d'exploitation retraité réalisé prévisionnel inscrit dans le CEP annexé au contrat.

Un autre intéressement de 1 euro TTC par entrée est versé sur les fréquentations publiques réelles qui seraient supérieures aux fréquentations publiques prévisionnelles.

4) Contrôle de Montpellier Méditerranée Métropole et garanties

Afin de permettre à Montpellier Méditerranée Métropole de s'assurer de la bonne exécution de la convention et d'exercer son pouvoir de contrôle, le délégataire produit chaque année à Métropole, au plus tard le 1^{er} mai de chaque année, le rapport annuel du délégataire.

Le rapport porte sur l'exécution de la convention pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année précédente.

Le rapport doit être établi comportant tous les éléments définis ci-dessous sur le fondement des articles R. 3131-2 à R. 3131-4 du code de la commande publique ; un plan type de ce rapport est annexé au contrat.

Le Délégataire est également astreint à la transmission d'un rapport mensuel.

Une redevance de contrôle de 3 500 € HT sera versée chaque année Montpellier Méditerranée Métropole pour financer le contrôle de l'exécution de la délégation de service public.

5) Biens de retour

A l'expiration de la Délégation, l'ensemble des biens de retour seront remis à Montpellier Méditerranée Métropole, entendus comme les biens apportés par le délégant, ainsi que ceux que le délégataire s'est engagé à réaliser dans le cadre du plan d'investissement joint en annexe au contrat.

Les biens de retour seront restitués en bon état de fonctionnement, toutes les dépenses correspondant aux obligations du délégataire étant réputées amorties.

Cette remise s'effectuera à titre gratuit.

6) Mesures prévues en cas de défaillance du délégataire

Le délégataire va créer une société dédiée pour l'exploitation de la patinoire.

Il s'engage à se substituer à cette société dédiée si elle venait à être liquidée.

En garantie des engagements pris, le Délégataire propose :

- Un mécanisme de compensation avec la contribution financière ;
- Une caution bancaire ;
- Une garantie à première demande à la fin du contrat pour s'assurer de la remise en état des biens.

Le contrat détaille avec précisions toutes les pénalités applicables.

En cas de manquement d'une particulière gravité par le délégataire à ses obligations résultant de la convention et de ses annexes, Montpellier Méditerranée Métropole peut le mettre en demeure d'y porter remède dans un délai adapté aux causes de la mise en demeure.

Si la mise en demeure reste sans effet, Montpellier Méditerranée Métropole peut résilier pour faute, sans indemnité (à l'exception de la valeur nette comptable des équipements non amortis) la convention à l'expiration du délai fixé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le choix de la société Vert Marine en tant que titulaire du contrat de délégation de service public pour l'exploitation et la gestion de la patinoire VEGAPOLIS de Montpellier ;
- D'approuver les termes du contrat de délégation de service public dont l'économie générale a été rappelée ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 17/10/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 octobre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20231003-237590-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 17/10/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAC Végapolis.pdf
- PV CDSP 07 02 23.pdf
- rapport analyse offres initiales signé.pdf
- PV CDSP 21 02 23 signé.pdf
- rapport sur les motifs de choix du candidat.pdf
- rapport sur les motifs de choix du candidat SYNTHESE.pdf
- DSP VEGAPOLIS Projet de contrat.docx.pdf
- A1 périmètre délégué.pdf
- A2 plan locaux mis à disposition des clubs.pdf
- A3 Statuts société dédiée.pdf

- A4 Garantie maison mère v2.pdf
- A5 Inventaire biens retour.pdf
- A6 Inventaire biens reprise.pdf
- A7 Inventaire biens propres.pdf
- A8 Plannings.pdf
- A9 Note pédagogique.pdf
- A10 Hypothèse fréquentation.pdf
- A11 Investissements.pdf
- A12 Programmation maintenance.pdf
- A13 GER v2.pdf
- A14 CEP.pdf
- A15 Grille tarifaire.pdf
- A16 Cadre rapport mensuel.pdf
- A17 Cadre rapport annuel.pdf
- A18 Modèle garanties.pdf
- A19 Politique animation.pdf
- A20 Règlement intérieur.pdf
- A21 Politique Communication.pdf
- A22 Politique qualité service.pdf
- A23 Politique développement durable.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.